

JEAN-PIERRE GOUDAILLIER

La langue facteur d'identité : le cas des quartiers populaires, zones de relégation, en France

In various places of relegation that exist in France, whether in the suburbs or in overseas territories, the role of language practices based on French or other languages as factors constituting speakers' identity or various identities (spatial, sociological, socio-economic, cultural, etc.) has to be taken into consideration in order to understand how these identities emerge. In the case of suburbs, language behaviours based on the so-called Français Contemporain des Cités (FCC) and vernaculars related to immigration have to be considered as genuine acts of identity, as confirmed by the following statement: "...young people identify with this mode of expression... it's something that's very much their own, they find themselves in it", Ali Ibrahima of Groupe B-Vice, talking about the language spoken by young people of La Savine, a district to the north of Marseille (Canal+ ("La Grande Famille" programme), 24 January 1996). This is just one example of the use of language to assert identity.

1. Cités et quartiers, quartiers prioritaires de la politique de la ville

Conformément aux indications fournies par l'Insee¹, les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV en abrégé) sont en France des « territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ». Le dispositif entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et on compte au total 1514 cités et quartiers prioritaires qui se répartissent sur l'ensemble du territoire national², dont 200 en outre-mer, et concernent 859 communes ; 5,4 millions d'habitants,

¹ Institut national de la statistique et des études économiques.

² Leur liste et leurs contours ont été élaborés par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), devenu depuis le 1^{er} janvier 2020 l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

soit 8 % de la population française, y résident³. Pour l'essentiel ce sont des cités de grands ensembles situés en périphérie des villes, qui ont pour caractéristique commune d'être des zones urbaines parmi les plus pauvres, dans lesquelles on relève des dysfonctionnements de tout ordre, pas seulement social, dus au fait que leurs populations éprouvent des difficultés financières, mais aussi des problèmes sociaux : de nombreuses familles modestes sont monoparentales, les jeunes, bien souvent d'origine immigrée, sont peu qualifiés.

Comme le montre l'illustration 1 :

— pour l'ensemble des Français le revenu net médian est de 1822 euros, alors que la moitié des habitants des quartiers prioritaires dispose de moins de 1168 euros par mois, ce qui représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. De ce fait, pour ce qui est des quartiers prioritaires, le taux de pauvreté dépasse 40 %, est (trois) fois plus élevé que la moyenne nationale ;

— dans ces quartiers, le taux de chômage (18,1 %) est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale (7,3 %) et le quart (25,2 %) des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi, alors qu'ils ne sont que 12,9 % dans l'ensemble de la population.

³ Le critère principal pour opérer le découpage des quartiers est la concentration en pauvreté définie par comparaison du revenu des habitants avec le revenu médian de référence.

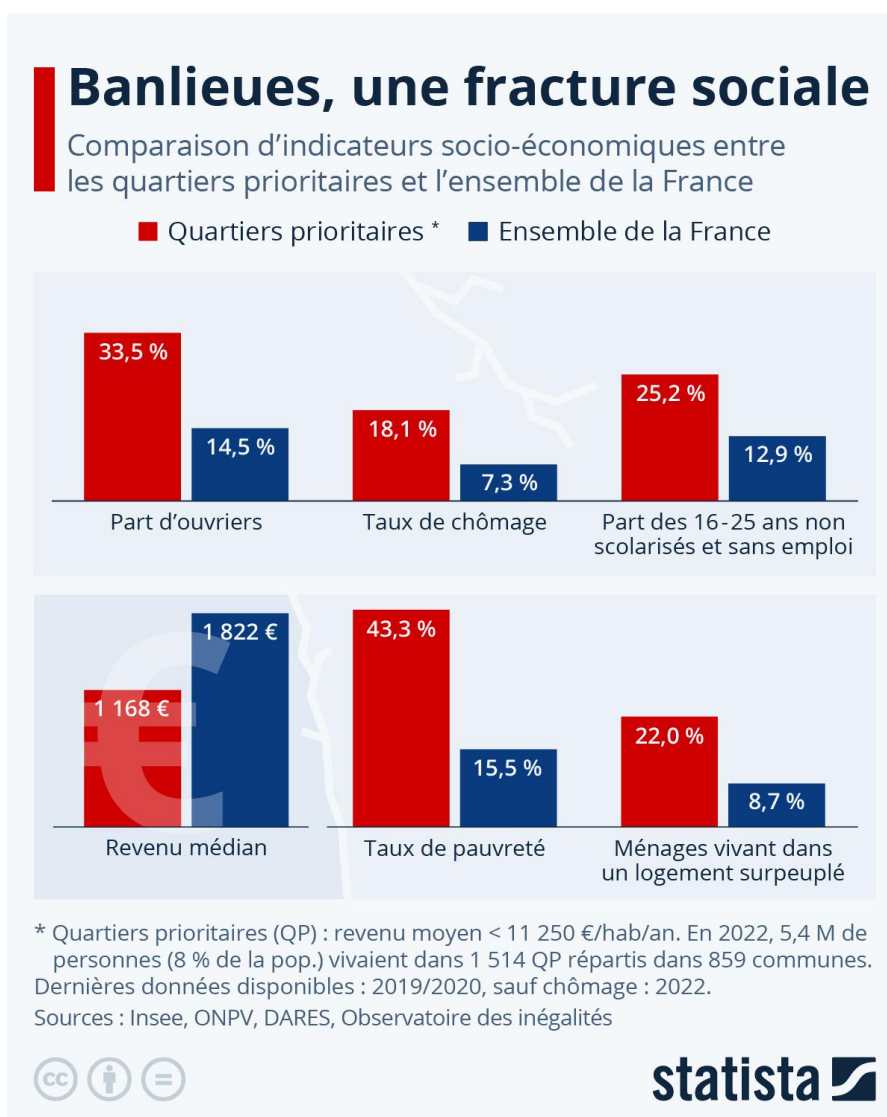


Illustration 1 : indicateurs socio-économiques (quartiers populaires vs. ensemble de la France) (données 2019 & 2020, sauf chômage 2022)

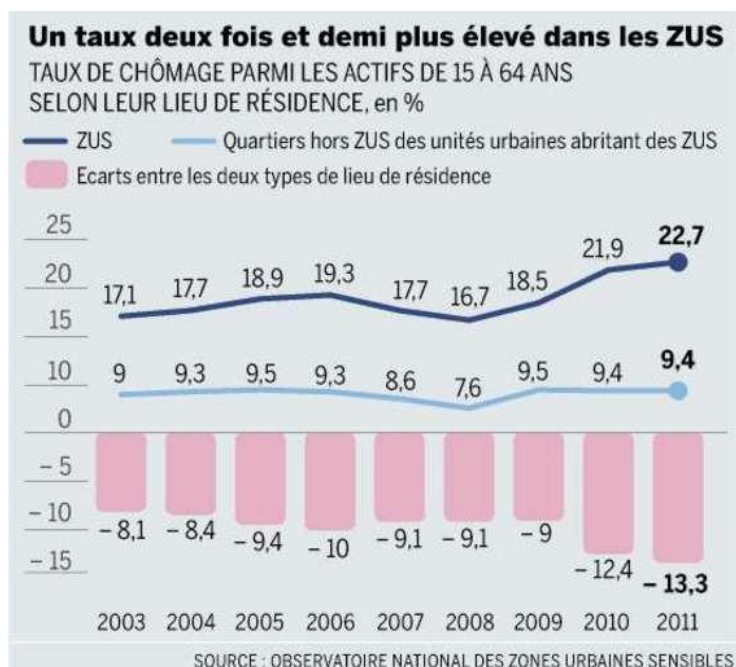


Illustration 2 : taux de chômage des actifs (15-64 ans) selon leur lieu de résidence (ZUS / hors ZUS) (période 2003-2011)

Le taux de chômage parmi les actifs âgés de 15 à 64 ans compte tenu du lieu de résidence est de 18,1 % dans les QPPV contre 7,3 % pour l'ensemble de la France, soit un différentiel de 10,8 % en défaveur des quartiers prioritaires.

Si l'on prend pour référence le taux de chômage des actifs (15-64 ans) relevé pour l'année 2011 (illustration 2), ce différentiel augmente fortement, de 8,1 % à 13,3 %, pour la période 2003-2011, mais diminue donc par la suite pour n'être que de 10,8 % en 2022 (cf. ci-dessus) ; cependant, le taux lui-même déjà important en ZUS⁴, à savoir 22,7 %, en 2011, reste à un niveau élevé : 18,1 % en QPPV pour l'année 2022, alors qu'il n'est que de 7,3 % pour l'ensemble de la France. Lorsque l'on croise les critères lieu d'habitat (quartiers prioritaires) et âge, on constate que le taux de chômage est de 30,4 %

⁴ZUS : Zones urbaines sensibles, ancienne appellation, entre 1996 et 2014, des QPPV (cf. note 2) ; on en compte 718 en France métropolitaine.

pour les 15-29 ans en 2020, ce qui est particulièrement élevé, contre 15,3 % pour les villes environnantes ; ces deux taux sont respectivement de 22,2 % et 15,3 % pour les peu diplômés (illustration 3).

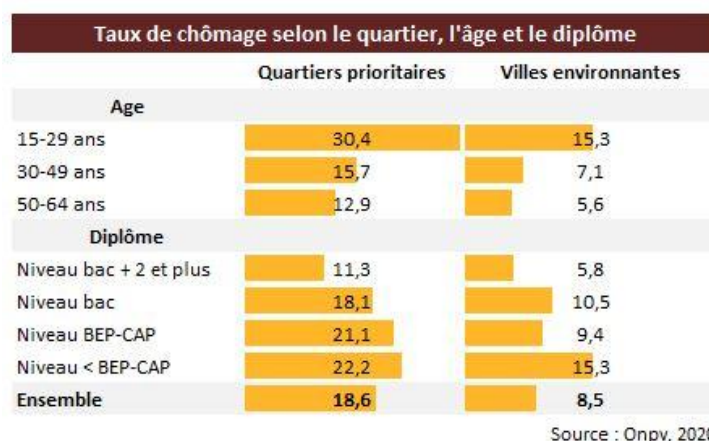


Illustration 3 : taux de chômage selon le quartier, l'âge et le diplôme (Centre d'observation de la société, juillet 2023 ; données 2020)

La conjonction de l'âge et du niveau de diplôme a une incidence sur le chômage très élevé des 15-29 ans des quartiers prioritaires ; divers facteurs occasionnent les écarts de chômage, à niveau de diplôme identique, entre les jeunes des villes environnantes et ceux des QPPV (désignés de nos jours QPV). Un facteur parmi d'autres : dans ces derniers quartiers les habitants d'origine étrangère (du Maghreb et d'autres pays d'Afrique, essentiellement) sont plus nombreux et sont victimes de discriminations à l'embauche⁵. Par ailleurs, les immigrés sont surreprésentés dans les QPV, qui comportent un grand nombre de logements sociaux : 23 % des immigrés y habitent pour seulement 7 % de l'ensemble des personnes de 18-59 ans (illustration 4) : si l'on observe les chiffres de manière détaillée, on constate que plus de 30 % des immigrés issus du Maghreb et d'Afrique subsaharienne résident dans des QPV, contre 9 % des immigrés d'Asie du Sud-Est, 7 à 8 % des immigrés d'origine européenne. Quant aux descendants de deux parents immigrés leur situation se rapproche de celle des immigrés (20 % vivent en QPV), ce qui n'est pas le cas des

⁵ L'interdiction d'exercer dans un grand nombre d'emplois de la fonction publique pour les étrangers hors UE aggrave les conditions d'accès au marché du travail.

descendants d'un seul parent immigré (seulement 9 %). L'origine des résidents est corrélée avec le lieu d'habitation dans lequel ils se trouvent, d'où la surreprésentation des immigrés dans les QPV, quartiers dans lesquels la part d'ouvriers est plus du double de celle qui est constatée au niveau national pris dans son ensemble (33,5 % pour 14,5 % ; cf. illustration 1), le taux de pauvreté presque trois fois plus important (43,5 % vs. 14,5 %), le nombre de ménages vivant dans un logement surpeuplé 2,5 fois plus élevé (22,0 % vs. 8,7 %). Conséquence : plus les résidents des cités et quartiers sont géographiquement, économiquement et sociologiquement isolés du reste de la population, avec lequel aucun lien véritable ne peut plus être dans bien des cas vraiment établi, plus se met en place une fracture sociale.

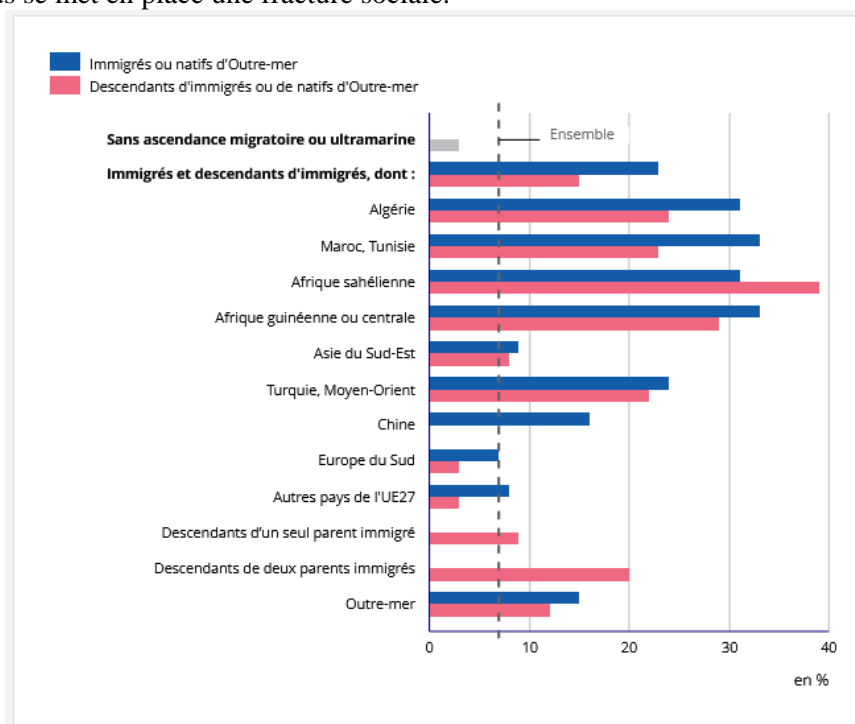


Illustration 4 : Résidence dans un quartier prioritaire de la politique de la ville selon l'ascendance migratoire ou ultramarine (Sources : Ined-Insee, enquête Trajectoires et Origines 2 (2019-2020))

Certes, la situation s'améliore dans les QPV depuis 2015. Le taux de chômage qui était de 26,7 % en 2014 a diminué et n'est plus que de 18,6 % en 2020. La situation du marché du travail s'améliore globalement, ce qui profite donc aussi aux territoires confrontés aux plus grandes difficultés⁶. « Cependant, ces moyennes masquent la situation bien plus dégradée des quartiers les plus pauvres parmi les plus en difficulté, avec des niveaux de chômage qui, notamment pour les jeunes peu diplômés, atteignent des niveaux bien supérieurs à 30 % » (Quartiers prioritaires : les jeunes et les peu diplômés marqués par le chômage, *Centre d'observation de la société* [observationsociete.fr ; mis sur le site le 4 juillet 2023]). Les incidents graves, qui ont lieu périodiquement, qui aboutissent parfois à des émeutes urbaines, relancent souvent les débats au sujet des banlieues et cités françaises, qui posent à la fois des problèmes d'ordre social, historique, sécuritaire et d'urbanisme.

2. Fracture sociale, fracture linguistique et identités

Les plans pour les quartiers se multiplient au gré des alternances politiques, mais depuis plus de quarante ans les actions menées pour les quartiers populaires, les QPV, n'ont pas vraiment porté leurs fruits et résorbé la précarité, les inégalités et la fracture sociale qui subsistent avec le reste de la population française, celle vivant en dehors des zones de relégation⁷. Ce qu'il se passe donc sur le plan socio-économique a contribué au fil des années à instaurer et continue à développer cette fracture sociale, ainsi que l'ethnicisation⁸ du lien social qui facilite en même temps l'émergence d'une fracture linguistique⁹, dont le *français contemporain des cités* (FCC) parlé dans les quartiers est la manifestation¹⁰. Pour Louise Dabène et Jacqueline Billiez les jeunes d'origine

⁶ Cette évolution est d'autant plus remarquable que les QPV connaissent un turnover perpétuel en accueillant les personnes les plus en difficulté et en voyant partir ceux qui s'en sortent le mieux (pour la notion de "turnover de populations" cf. Robertson, 1982 : 79).

⁷ Voir aussi Goudaillier, 2009 : 849-850.

⁸ Cf. Costa-Lascoux, 2001.

⁹ Voir à ce sujet Goudaillier, 1997 : 8-9 : le constat de l'existence de cette fracture linguistique était déjà fait en 1997.

¹⁰ Le FCC constitue une contre-légitimité linguistique ; l'affirmation de ce type de contre-légitimité, d'après Pierre Bourdieu, n'est possible que « dans les limites des marchés francs [...] c'est-à-dire dans des espaces propres aux classes dominées, repaires ou refuges des exclus dont

étrangère « sont encore plus défavorisés que les jeunes de souche française, appartenant à la même couche sociale... Le déroulement de leur scolarité est marqué par l'échec scolaire... Ces jeunes en situation d'échec se retrouvent à l'adolescence massivement au chômage et sont confrontés à une véritable crise d'identité »¹¹.

On doit se rappeler que dans les QPV les identités individuelles ou de groupe se construisent :

— en termes spatiaux (*identité spatiale*) : *jeunes de cités, de quartiers, de banlieue / jeunes du centre-ville, des quartiers avec pavillons* (environnants) ;

— en termes sociologiques, voire socio-économiques (*identité sociologique, socio-économique*) : *jeunes issus des classes populaires / jeunes issus de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, de la bourgeoisie* ;

— en termes socio-culturels (*identité culturelle*) : *culture des rues / culture bourgeoise*.

Louise Dabène et Jacqueline Billiez rappellent par ailleurs que « la langue d'origine acquiert une valeur symbolique indéniable » et que « cette représentation 'lignagière' de la langue d'origine ne va pas obligatoirement de pair avec un usage intensif de cette langue ni même sa connaissance »¹². En même temps on relève des discours tels « le français, c'est une langue, c'est pas la mienne », « l'arabe c'est ma langue », qui contribuent à l'affirmation d'une identité linguistique propre aux jeunes habitants d'origine immigrée des quartiers — elle-même fortement corrélée à l'identité ethnique —, qui va être exprimée par les locuteurs pratiquant le *FCC* grâce à l'utilisation de termes empruntés aux langues de leur culture d'origine. Ceci peut s'opérer non seulement de manière intercommunautaire (étrangers et personnes issues de l'immigration / français de souche ; maghrébins / africains / antillais / asiatiques, etc. ; strates d'immigration plus anciennes / nouveaux arrivants) mais aussi par rapport à l'extérieur de la cité, du quartier où l'on réside. Dans ce dernier cas, les jeunes et moins jeunes des quartiers ont marqué leur différence par la création et l'utilisation intense, dès la fin des années 1970 et le début des années 1980, de mots — mais aussi d'expressions — en verlan, une façon de mettre symboliquement à l'envers les *Autres*, leur monde.

les dominants sont de fait exclus, au moins symboliquement » (Bourdieu, 1983 : 103) ; voir aussi Bourdieu, 1982.

¹¹ Dabène & Billiez, 1987 : 63-64.

¹² Dabène & Billiez, 1987 : 65.

Évidemment, ce type de comportement est plus spécifique aux jeunes issus de l'immigration, ce qui est normal et parfaitement compréhensible, puisqu'ils tiennent ainsi à se distinguer de ceux qui ont un mode de socialisation lié au travail, alors qu'ils se sentent eux-mêmes exclus du monde du travail et marginalisés (Goudaillier, 1998). Les comportements individuels ou de groupe des jeunes de cités doivent être considérés comme des 'actes d'identité', grâce auxquels chacun d'entre eux se positionne en référence à différents pôles identitaires ; les deux principaux pôles de référence de la construction identitaire des jeunes de cités sont le pays d'origine de leurs parents (*identité héritée*) et la France, le pays d'accueil, de vie (*identité construite*). À ces deux identités s'ajoute l'*identité espérée*, « celle à laquelle on aspire pour être reconnu » (de Gaulejac, 2002 : 177)¹³. Pour bien marquer leur appartenance à une communauté au sein des quartiers les locuteurs d'origine étrangère vont instiller dans leurs discours, dans des proportions relativement importantes, des termes issus de leur propre culture.

3. Marqueurs identitaires en FCC

Suivent des exemples de termes et locutions d'origine étrangère ou reflétant une autre culture (arabe, berbère, africaine, pour l'essentiel) par leur construction :

— *ambiancer*

ce verbe signifie soit mettre l'ambiance (intransitif), soit vouloir persuader quelqu'un à faire quelque chose (transitif) ; il provient d'*ambiance*, un terme *nouchi*, argot à base française utilisé par les jeunes de Côte d'Ivoire

ex. : « Qu'est-ce qui te prouve qui te kiffe encore si il veut sortir avec elle ?

- Pourquoi il t'a demandé ? [...]

- Eh ! Arrête de croire que je l'ai ambiancé ! Moi j'l'ai pas *ambiancé* ! »

(Abdellatif Kechiche, film *L'esquive* (2004))

— *brancher de la zouz* (*des zouz*) ou *brancher de la go* (*des gos*)

¹³ Vincent de Gaulejac précise : « à partir du moment où la place de chacun n'est plus assignée a priori chaque individu a certes la liberté d'en changer, mais également risque de la perdre. En conséquence, les tensions augmentent entre l'identité héritée, celle qui nous vient de la naissance et des origines sociales, l'identité acquise, liée fortement à la position socioprofessionnelle, et l'identité espérée, celle à laquelle on aspire pour être reconnu » (de Gaulejac, 2002 : 177)

ce sont deux expressions synonymes qui signifient draguer les filles ; la première est construite à partir du substantif arabe maghrébin *zouz*, femme¹⁴, la deuxième à partir de *go*¹⁵, terme que l'on emploie au Sénégal et au Mali

ex. : « Aller en ville brancher de la *zouz* »¹⁶

« J'aurais plutôt tendance à dire que la mode maintenant, c'est de se caser. Les mecs disent 'j'ai envie de me poser avec une go !' »¹⁷

— *faire la zouz*

cette locution qui veut dire faire son intéressante inclut le même terme *zouz* que celles présentées ci-dessus ; elle est synonyme de *faire la meuf*, *faire la meuf-meuf*, *faire le mec-mec* et peut dans certains cas s'appliquer à une personne de sexe masculin

ex. : « Arrête, enulée ! *Fais pas ta zouz ! Fais pas ta zouz ! Fais pas ta meuf !* » (jeune adolescente, RER B, 25 août 2012)

— *faire quelque chose à la zeub*

faire quelque chose à la va-vite, à l'emporte-pièce

l'expression est construite à partir du substantif *zeub*, sexe masculin, qui provient de l'arabe *zubb*. même sens

ex. : « on sen bat les couille on *fait tou a la zeub* »¹⁸

— *kiffance*

ce déverbal en *-ance* du verbe *kiffer*, amour, a pour origine *kif* qui est emprunté à l'arabe dialectal maghrébin *kīf*, bien-être, plaisir

« Non, sérieux Camille tu es toujours au top, c une réelle *kiffance* avec toi »¹⁹

— *kiffance (être en)*

Cette locution qui veut dire aimer a pour synonyme *être sur de la kiffance*

ex. : « je suis en *kiffance* grave là ! »²⁰

ex. : « On est sur de la *Kiffance* MAX là »²¹

¹⁴ Pour plus de précisions voir Goudaillier, 2019 : 296.

¹⁵ Goudaillier, 2019 : 162.

¹⁶ <http://congolais-fashion.skyrock.com>, consulté en juillet 2019, inopérant en 2024

¹⁷ [macite.net-siteurbain-Femmes : http://www.macite.net](http://www.macite.net), consulté en juin 2019, inopérant en 2024

¹⁸ [http://paroles.zouker.com/song/lyrics/63425_69-la-trik-_compil-pimentrouge-\(-knai-\).htm](http://paroles.zouker.com/song/lyrics/63425_69-la-trik-_compil-pimentrouge-(-knai-).htm) ; Compil piment rouge : 69 La Trik [2004], lien inopérant en 2024

¹⁹ <https://mobile.twitter.com/camillecombal/status/5098197416542248966> ; Larry, 11 septembre 2014, lien inopérant en 2024

²⁰ <http://greluche-du-net.skyblog.com/2.html> ; avril 2005, lien inopérant en 2024

— *k(a)hbouchette* (prononcer [kɑ̃buʃɛt]), petite salope
carbichounette (prononcer [kɑ̃biʃunɛt]) mot valise formé à partir de l'arabe *qaḥba*, prostituée et de *choune*, sexe féminin, du berbère *hachûn*, même sens : [kɑ̃ba] + [ʃun] [kɑ̃baʃun] + [ɛt] (diminutif *-ette*) > [kɑ̃biʃunɛt] ; *k(a)hbouchette* est obtenu par contraction phonétique (*métoplasm*) :

[kɑ̃biʃunɛt] > [kɑ̃buʃɛt]

ex. : « Avant on disait carbichounette, maintenant c'est *carbouchette*, c'est plus court » (Goudaillier DYNALANG(PAVI) [2003]²²)

— *islamo*

ce lexème, adjectif et substantif, qui signifie musulman est le résultat de la troncation par apocope d'*islamiste* et d'une resuffixation argotique en *-o* : [islamist] > [islam] (apocope) > [islamo] (resuffixation)

ex. : « heureusement qu'il ne se moquait pas d'un *islamo*, y aurait la guerre ! »²³

— *mahominette* (prononcer [maominɛt])

ce substantif signifiant jeune fille voilée est un mot-valise composé de *Maho(met)* ([mao] + *minette* ([minɛt]) > *Mahominette* ([maominɛt])

ex. : « ... à la télévision, au journal de 20 heures, c'est tous les soirs l'exposition coloniale... on nous montre sans arrêt les mêmes beurs, c'est-à-dire les petits enquinqueurs des banlieues, qui sont dans les halls d'immeuble et qui saccagent les... les boîtes à lettres... et les filles qui mettent le voile, les *mahominettes* » (Émission "Cultures et dépendances", *France 3*, 23 septembre 2003)

ex. : « Bon, maintenant, ça suffit. Je ne suis pas une de tes *mahominettes* habituelles. Je me fiche bien d'aller au paradis. Moi, ce que je veux, c'est aller où ça me plaît » (Gilles Martin-Chauffier, *Silence on ment*, Paris, Grasset, 2003)

— *Mak d'hal* (prononcer [makdal])

²¹ <https://www.vdbuzz.com/benjamin>, consulté mai 2019, lien inopérant en 2024

²² Goudaillier DYNALANG(PAVI) renvoie aux résultats d'enquête et aux relevés sauvages obtenus du fait des recherches effectuées dans le cadre de la sous-équipe PAVI (Productions Argotiques et Variations Interculturelles) de l'Équipe d'Accueil (E.A.) 1643 (3790) DYNALANG (Théorie linguistique et analyse de la dynamique des langages humains) de l'Université Paris Descartes (actuellement Université de Paris). La datation du résultat ou du relevé est indiquée entre [], 2003 dans le cas présent.

²³ <http://fr.tv.yahoo.com> ; Adams, 18 septembre 2012

Le *Mak d'hal* est un restaurant McDonald's hallal ; du point de vue morphologique il s'agit d'un mot valise : *McD(o)* ([makd]) + *hal(lal)* ([al]) > *McDhal* ([makdal]) ; des variantes graphiques existent : *Mak d'Hal*, *Mak*

ex. : « mak d hal c moins bien qu'avant si ils ont remis l'aire de jeux mais niveau sandwich cela a beaucoup régressé j'ai plus l'impression que c limiteun kebab sans la broche a viande »²⁴

ex. : « C'est vrai qu'il y a dix-huit ans, il y avait moins de femmes voilées ni le Mak Dhal... » (Linda Toursal, née à Vierzon, musulmane pratiquante interviewée par Laurence Defranoux pour l'article 'Saint-Denis creuset plus divers que communautaire', liberation.fr, 10 avril 2016)

— *sbeul* (prononcer [sbœl])

ce substantif masculin, qui signifie désordre, est un emprunt à l'arabe maghrébin *zebl'*, *zbel*, ordure ; il en existe une autre graphie : *zbeul*

ex. : « on a foutu le *sbeul* pour la first part... »²⁵

— *seum* (prononcer [søm])

cet autre substantif masculin est emprunté à l'arabe *semm*, venin ; il signifie haine, rage

ex. : « Bonjour ! Voici le contexte suivant : Je suis en 3e. Donc le premier jour, on fait les visites des classes etc (jour de rentrée, normal). La première entrée en cours d'anglais, je vais au fond comme d'habitude et là la prof sort : « Maxime, tu vas devant ». Le truc qui fout le *seum* à mort. Que veut dire l'expression : foutre le *seum* à mort ? Merci » (MarFrance)²⁶

ex. : « coucou tout le monde sorry pour lincruste mais j'ai besoin de tout aide sil vous plait enfaite voila : je fais avoir une sortie et tout avk mon lyceet je veux foutre le *seum* a un mec qui d'on j'étais amoureuse de lui et lui nan il a fait tout pour que je le deteste et tout donc maintenant je voudrais lui foutre le *seum* pour quil voie quil a perdu une personne qui est super sympas belle et tout » (cookieline)²⁷

— *tchip* (prononcer [tʃip])

²⁴ <https://top-halal.fr/mak-dhal-le-retour> (afaf, 29 octobre 2016)

²⁵ <https://pikdo.net>, 16 septembre 2019 [Leslie Dasc], lien inopérant en 2024

²⁶ <http://forum.wordreference.com/showthread.php?t=2588245&langid=6>, 27 février 2013

²⁷ <http://www.forumdesados.net/foutre-le-seuma-un-mecs-svp-aidez-moi-t90546.htm>, 3 janvier 2013, lien inopérant en 2024

il s'agit d'une désignation onomatopéique relative à un son caractéristique émis avec la bouche et la langue en aspirant, une pratique relevant de la communication non-verbale, des femmes africaines ou antillaises, afin d'exprimer leur mépris, leur agacement ou une mise en garde. Il doit être noté que l'extension de l'utilisation du *tchip*, considéré comme une insulte, dans le cadre de l'école (essentiellement dans les collèges et lycées) a donné lieu à un certain nombre d'interdictions à partir de 2015, ce qui a été le point de départ de vives polémiques.

ex. : « Y'a des gos dans le quartier, si tu leur causes, elles te font tout de suite un *tchip*, des *tchips*, elles te *tchipent* » (Goudaillier DYNALANG(PAVI) [2006])

— *tchipper* (prononcer [tʃipe])

c'est faire un *tchip* ; morphologiquement il s'agit du déverbal de *tchip* (cf. ci-dessus) ; *tchipper* est soumis à un certain nombre de codes culturels : ne *tchipe* pas qui veut. Une mère *tchipe* son enfant qui fait une bêtise, mais un jeune ne *tchipe* ni son aîné ni son employeur. Ainsi la ministre de la justice, Christiane Taubira, alors Ministre, a répondu à des attaques du Front national par un *tchip* ; « C'est un langage très féminin, et c'est ce que ça m'inspirait : ça s'appelle un '*tchip*', et c'est un concentré de dédain », a-t-elle expliqué sur *iTélé*.²⁸ Il en existe une variante graphique *cheaper*, par analogie avec la graphie anglaise *cheap*, de peu de valeur

ex. : « Tu veux serrer, t'sais pas parler, les meuf te *cheapent* » (La Fouine, « Reste en chien », CD *Aller-retour*, 2007)

En France dans les quartiers populaires la langue française peut se voir attribuer un rôle non négligeable en tant que facteur d'intégration, pour autant que se mettent en place les relais nécessaires du type de ceux qui passent, entre autres, par l'École. Mais il peut en même temps s'avérer que le *FCC*, la variété de langue utilisée dans ces quartiers puisse cependant contribuer à un mouvement de non intégration, puisqu'elle se situe d'ores et déjà en porte à faux par rapport à la langue circulante en incorporant des éléments linguistiques provenant de cultures étrangères²⁹ et de fait des marqueurs identitaires.

²⁸ https://www.lemonde.fr/big-browser/article/2015/06/04/le-tchip-un-phenomene-qui-est-dans-toutes-les-bouches_5999050_4832693.html, consulté le 22 mai 2024

²⁹ Voir aussi Goudaillier, 2016.

Éléments bibliographiques

- BOURDIEU Pierre (1982), *Ce que parler veut dire - L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard
- BOURDIEU Pierre (1983), Vous-avez dit « populaire ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 46, p. 98-105. DOI : 10.3406/arss.1983.2179
- COSTA-LASCOUX Jacqueline (2001), L'ethnisation du lien social dans les banlieues françaises. *Revue européenne de migrations internationales*, 17-2, p.123-138. DOI : 10.3406/remi.2001.1781
- DABÈNE Louise et BILLIEZ Jacqueline (1987), Le parler des jeunes issus de l'immigration. in : *France, pays multilingue* (Geneviève Vermes & Josiane Boutet édés.), Paris, L'Harmattan, Tome II (Pratiques des langues en France), p. 62- 77. DOI : 10.1515/9783111594149.77
- de GAULEJAC Vincent (2002), Identité in *Vocabulaire de psychosociologie, références et positions* (sous la dir. de Jacqueline Barus-Michel, Eugène Enriquez et André Lévy), Paris, Érès, p. 174-180. DOI : 10.3917/eres.barus.2002.01.0174
- GILLES Martin-Chauffier, *Silence on ment*, Paris, Grasset, 2003
- GOUDAILLIER Jean-Pierre (1997), *Comment tu tchatches! – Dictionnaire du français contemporain des cités*, Paris, Maisonneuve et Larose
- GOUDAILLIER Jean-Pierre (2019), *Comment tu tchatches! – Dictionnaire du français contemporain des cités*, 4^{ème} édition revue et augmentée, Paris, Maisonneuve et Larose / Hémisphères
- GOUDAILLIER Jean- Pierre (1998), La langue des cités françaises comme facteur d'intégration ou de non intégration, Rapport de la Commission Nationale "Culture, facteur d'intégration" de la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture, Paris, Conseil Économique et Social, 16 Février 1996, in : *Culture et intégration : expériences et mode d'emploi*, Voiron, Éditions de "La Lettre du Cadre Territorial" [Février 1998], p. 3- 14
- GOUDAILLIER Jean-Pierre (2009), Pratiques langagières et linguistiques révélatrices des pratiques sociales de jeunes résidant en Z.U.S., *Adolescence*, N° 70 (« Langages »), L'Esprit du temps, 2009, p. 849-857. DOI : 10.3917/ado.070.0849
- GOUDAILLIER Jean-Pierre (2016), La langue intègre-t-elle plus vite que la société ?, Le cas du français contemporain des cités (FCC), *Revue d'Études Françaises* (CIEF, Université de Budapest), 21, p. 75-84

ROBERTSON, Isobel M. L. (1982), The Measurement of Population Turnover: A New Approach by Coordinate References in a Scottish City, *The Town Planning Review*, vol. 53, no. 1, p. 79–89. DOI : 10.3828/tpr.53.1.f3054gp458647061

Sites internet

www.observationsociete.fr (consulté octobre 2023)

<http://fr.tv.yahoo.com> ; Adams, 18 septembre 2012

<https://top-halal.fr/mak-dhal-le-retour> (afaf, 29 octobre 2016)

liberation.fr, 10 avril 2016

<http://forum.wordreference.com/showthread.php?t=2588245&langid=6>, 27 février 2013

https://www.lemonde.fr/big-browser/article/2015/06/04/le-tchip-un-phenomene-qui-est-dans-toutes-les-bouches_5999050_4832693.html

JEAN-PIERRE GOUDAILLIER

Université Paris Cité (Paris Descartes)

Courriel : jeanpierregoudaill@yahoo.fr